

d'aide, ou a-t-il en fait reçu une demande d'aide de la part des autorités municipales de Montréal?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** A la deuxième partie de la question, la réponse est non. Toutefois, la question de la pollution de l'air en fonction de l'environnement relève plutôt de mon collègue le ministre des Pêches et des Forêts. Je lui ferai part de la question pour qu'il y réponde à la Chambre.

**M. MacDonald:** A titre de question supplémentaire, monsieur l'Orateur, vu l'urgence du problème et les difficultés manifestes du gouvernement à cause de la constitution, le premier ministre peut-il nous dire si, à sa connaissance, on compte proposer des mesures telles un service spécial du CN pour remédier en partie à l'un des problèmes majeurs à Montréal, celui de la pollution par l'automobile, dont on me dit qu'elle atteint un point tel que la visibilité est presque nulle boulevard Décarie? Sait-il si on songe à offrir une aide immédiate sur le plan des transports en commun?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur, mais j'imagine que si l'on fait des projets dans ce sens, on le signalerait au ministre des Transports plutôt qu'à moi.

\* \* \*

#### AFFAIRES EXTÉRIEURES

##### LES RUMEURS D'INVASION DU LAOS PAR DES TROUPES SUD-VIETNAMIENNES

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. En réponse à une question, il a dit hier que la censure des nouvelles quant à l'invasion présumée du Laos s'appliquait aussi à lui. Est-il maintenant en mesure de nous dire si cette invasion a bien eu lieu?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Non, monsieur l'Orateur. Nos représentants se sont mis en rapport avec le gouvernement des États-Unis, mais n'ont obtenu aucun renseignement.

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Le ministre a-t-il réussi à obtenir des renseignements à ce sujet de notre nouvelle mission à Pékin?

**L'hon. M. Sharp:** Non, monsieur l'Orateur. Apparemment, on n'a pas informé les Chinois non plus.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

#### LES FINANCES

##### LA PRÉSENTATION DU PROJET DE LOI SUR LA RÉFORME FISCALE ET LA DÉCISION DE LA WABUSH MINES

**M. Ambrose Hubert Peddle (Grand Falls-White Bay-Labrador):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Comme on a annoncé aujourd'hui que la société Wabush Mines a suspendu ses

[M. MacDonald.]

projets d'expansion de 100 millions de dollars de ses opérations à Wabush (Terre-Neuve), ainsi que dans la province de Québec à cause de facteurs économiques, notamment le niveau des impôts, le ministre pourrait-il présenter immédiatement, et non pas en avril, sa mesure législative sur la réforme fiscale, afin de mettre fin à l'incertitude qui pèse sur l'économie et pousse l'industrie à retarder des projets si essentiels?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** A ce sujet, monsieur l'Orateur, et sans accepter le principe que l'imposition soit le motif de cette décision, ce que je ne crois pas, j'avancerais volontiers la présentation de la mesure législative. L'opposition a fait savoir dès le début que la question devrait faire l'objet de discussions généralisées au Canada, et j'espère que lorsque nous pourrions présenter le texte l'opposition nous aidera à l'étudier très rapidement.

**M. Peddle:** Le gouvernement a-t-il actuellement engagé des négociations avec les propriétaires de la société Wabush Mines pour essayer de les faire revenir sur cette grave décision?

**L'hon. M. Benson:** Non, monsieur l'Orateur, pas encore.

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Puis-je demander au ministre des Finances s'il a pris part, depuis l'automne de 1970, à des discussions avec le consortium dont a parlé le député de Grand Falls-White Bay-Labrador, ou s'il en a reçu des instances et a-t-il pu offrir à la compagnie quelque encouragement de nature à faciliter l'amorce de ce projet?

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que cette compagnie m'ait directement présenté d'instances. Le cas de la Quebec Cartier Mines et de l'Iron Ore Company of Canada est différent; des représentants de ces compagnies sont venus me voir au sujet d'un problème d'impôt. Depuis que j'ai annoncé qu'on se proposait d'opérer certains changements en matière d'impôts, ces sociétés ont décidé d'entreprendre l'exécution de certains projets qui comporteront une dépense de plus d'un demi-milliard de dollars.

**M. Lundrigan:** Monsieur l'Orateur. Puis-je demander au ministre s'il est disposé à faire des recommandations aux compagnies en question, à rencontrer leurs représentants ou à négocier avec eux, afin d'essayer de leur offrir quelque certitude en matière d'impôts, comme l'a signalé mon collègue et aussi, en raison du climat économique actuel, en général, qu'elles aient une idée des mesures législatives que le gouvernement entend proposer pour leur permettre d'entreprendre en 1971 un projet d'une valeur de 100 millions de dollars?

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, je serais des plus heureux de rencontrer des représentants de la compagnie n'importe quand s'ils veulent bien me voir, tout comme j'ai dit que je rencontrerais volontiers n'importe quel Canadien pour discuter de changements fiscaux au Canada. Il me ferait plaisir de les accueillir n'importe quand. Mais je ne pourrais leur faire connaître ce que renfermera en fin de compte la loi sur la réforme fiscale sans, bien entendu, mettre d'abord la Chambre des communes au courant.